



Assemblée générale

Soixante-sixième session

Documents officiels

Distr. générale
9 janvier 2012
Français
Original : anglais

Cinquième Commission

Compte rendu analytique de la 7^e séance

Tenue au Siège, à New York, le mardi 12 octobre 2011, à 10 heures

Président : M. Tommo Monthe (Cameroun)
*Président du Comité consultatif pour les questions administratives
et budgétaires :* M. Kelapile

Sommaire

Point 136 de l'ordre du jour : Amélioration de la situation financière de
l'Organisation des Nations Unies

Le présent compte rendu est sujet à rectifications. Celles-ci doivent porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées, *dans un délai d'une semaine à compter de la date de publication*, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, bureau DC2-750, 2 United Nations Plaza, et également être portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les rectifications seront publiées après la clôture de la session, dans un fascicule distinct pour chaque commission.

11-53948X (F)



Merci de recycler

La séance est ouverte à 10 h 5.

Point 136 de l'ordre du jour : Amélioration de la situation financière de l'Organisation des Nations Unies

1. **M^{me} Kane** (Secrétaire générale adjointe à la gestion), illustrant ses propos par un diaporama, dit que son exposé portera sur les quatre grands indicateurs financiers : les contributions mises en recouvrement, les contributions non acquittées, la situation de trésorerie et les sommes dues aux États Membres. Malgré une conjoncture financière mondiale difficile, la situation financière générale de l'Organisation s'est améliorée en 2011 : l'année devrait se terminer par un excédent de trésorerie dans toutes les catégories et la dette contractée à l'égard des États Membres devrait diminuer, alors même que les contributions mises en recouvrement ont dans tous les cas légèrement augmenté.

2. En ce qui concerne le budget ordinaire, le montant des contributions mises en recouvrement et des contributions versées en 2011 a augmenté de 249 millions de dollars et 184 millions de dollars respectivement par rapport à 2010. Au 5 octobre 2011, les contributions non acquittées se chiffraient à 867 millions de dollars, contre 786 millions un an plus tôt. À la même date, 131 États Membres, soit 12 de plus qu'au 5 octobre 2010, avaient versé l'intégralité de leurs contributions au budget ordinaire. La Secrétaire générale adjointe engage vivement les autres à payer dès que possible leurs quotes-parts pour 2011. Sur les 867 millions de dollars d'arriérés au 5 octobre 2011, 87 % étaient dus par un seul État Membre et 8 % par trois États Membres, le solde de 5 % étant dû par l'ensemble des autres. La situation à la fin de 2011 dépendra des mesures que prendront ces pays dans les mois à venir.

3. La trésorerie liée au budget ordinaire englobe le Fonds général, auquel les contributions mises en recouvrement sont versées, le Fonds de roulement, dont le montant autorisé par l'Assemblée générale est actuellement de 150 millions de dollars, et le Compte spécial. Au 5 octobre 2011, le montant total disponible à ce titre s'élevait à 584 millions de dollars, contre 813 millions au 31 décembre 2010. On prévoit que l'année 2011 se terminera sur un solde de trésorerie positif, mais la situation dépendra des mesures qu'auront prises les principaux contribuants.

4. Plusieurs facteurs font qu'il est difficile d'établir des prévisions financières dans le cas des activités de maintien de la paix : la demande est imprévisible; l'exercice court non pas du 1^{er} janvier au 31 décembre mais du 1^{er} juillet au 30 juin; et les contributions sont mises en recouvrement pour chaque opération séparément et pour des périodes de l'année différentes puisqu'elles ne peuvent l'être que pour la durée du mandat approuvée par le Conseil de sécurité pour chaque mission. Tous ces facteurs font qu'il est malaisé de comparer la situation financière des opérations de maintien de la paix avec celle relative au budget ordinaire ou aux tribunaux internationaux.

5. Au 5 octobre 2011, le montant total des contributions au financement des opérations de maintien de la paix restant dues s'élevait à 3,3 milliards de dollars, soit quelque 843 millions de plus qu'à la fin de 2010 et 113 millions de plus qu'au 5 octobre 2010. Ce montant comprend les contributions à la Force intérimaire des Nations Unies au Liban (FINUL) mises en recouvrement récemment pour un montant d'environ 474 millions de dollars et qui sont exigibles depuis moins de 30 jours. En raison du caractère imprévisible du montant et de l'échéancier des contributions au maintien de la paix, il est sans doute relativement plus difficile pour les États Membres d'être à jour dans leurs paiements. Il faut donc remercier tout spécialement les 17 pays qui avaient versé l'intégralité de leurs contributions au 5 octobre 2011 et celui qui l'a fait depuis.

6. Le solde de trésorerie global des comptes des opérations de maintien de la paix était de l'ordre de 4,3 milliards de dollars au 5 octobre 2011. Réparti entre les comptes des opérations en cours, ceux des opérations clôturées et le Fonds de réserve pour le maintien de la paix, son utilisation fait l'objet de restrictions. L'Assemblée générale rappelle régulièrement qu'aucune mission ne doit être financée au moyen d'avances prélevées sur les fonds d'autres missions de maintien de la paix en cours et qu'aux termes de son mandat le Fonds de réserve pour le maintien de la paix ne peut être utilisé que pour l'établissement ou l'élargissement d'opérations. Qui plus est, une partie seulement des soldes de trésorerie des opérations clôturées peut être utilisée pour financer temporairement d'autres opérations. Enfin, dans sa résolution 65/293, l'Assemblée a autorisé la restitution aux États Membres d'un montant de 180 millions de

dollars provenant des comptes d'opérations clôturées au 30 juin 2010.

7. On prévoit actuellement qu'à la fin de 2011 le total des soldes des comptes des opérations de maintien de la paix s'établira à 3,2 milliards de dollars, soit 2,8 milliards pour les opérations en cours, 316 millions pour les opérations clôturées et 140 millions pour le Fonds de réserve pour le maintien de la paix.

8. Sur les 316 millions de dollars qui devraient être disponibles fin 2011 sur les comptes des opérations clôturées, 263 millions de dollars sont réservés au règlement d'engagements, notamment les créances des États Membres ayant fourni des contingents et du matériel et les sommes portées au crédit des États Membres. Ainsi, il ne restera que 53 millions de dollars sur lesquels on pourra prélever des avances pour couvrir les dépenses d'opérations en cours. La diminution des liquidités des missions de maintien de la paix fait que les avances intercomptes ont pris plus d'importance en 2011. La tendance peut toutefois s'inverser si les États Membres versent leurs contributions rapidement. Alors qu'en 2008 il avait fallu prélever temporairement 148 millions de dollars sur les comptes des missions clôturées pour financer sept missions en cours, en 2011 on a eu recours à cette solution à hauteur de 130 millions de dollars pour financer six opérations : la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (MINURSO), la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre (UNFICYP), la Mission intégrée des Nations Unies au Timor-Leste (MINUT), la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (MINUK), la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation de la République démocratique du Congo (MONUSCO) et l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI).

9. Selon les projections révisées, le total des sommes dues par l'Organisation à des États Membres sera de l'ordre de 448 millions de dollars à la fin de 2011, en baisse par rapport à l'estimation de 568 millions de dollars faite en mai et par rapport au montant de 539 millions de dollars dû au 31 décembre 2010. Les dettes contractées en 2011 sont supérieures à celles de 2010, principalement en raison du paiement supplémentaire exceptionnel aux pays fournissant des contingents décidé par l'Assemblée générale dans sa résolution 65/289 et du déploiement de contingents dans la zone de la Force intérimaire de sécurité des

Nations Unies pour Abyei, partiellement contrebalancés par la réduction de l'effectif militaire de la Mission des Nations Unies au Libéria (MINUL) et de l'effectif du corps de police de la MINUT.

10. En ce qui concerne le paiement de ces sommes, l'ONU était à jour jusqu'à août 2011 dans le cas des contingents et jusqu'à juin 2011 dans le cas du matériel, et ce pour toutes les missions en cours, sauf la MINURSO, l'UNFICYP et la MINUL, dont le compte spécial n'était pas suffisamment approvisionné. Le Secrétariat continuera de suivre cette question de près et versera chaque trimestre le montant maximum autorisé par la situation de trésorerie. Le Secrétaire général tient à ce que l'Organisation s'acquitte dans les meilleurs délais des sommes dues aux pays ayant fourni des contingents et du matériel. Encore faut-il que les États Membres versent ponctuellement l'intégralité de leurs quotes-parts et que les mémorandums d'accord aient été définitivement arrêtés.

11. La situation financière du Tribunal pénal international pour le Rwanda et du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie s'est légèrement améliorée en 2011, même si le montant des arriérés a augmenté de 6 millions de dollars. Au 5 octobre 2011, 94 États Membres avaient réglé toutes leurs contributions au titre des deux tribunaux, soit six de plus qu'au 5 octobre 2010. La Secrétaire générale adjointe demande instamment aux autres États Membres de suivre leur exemple. La ventilation des contributions non acquittées montre que 64 % du total sont le fait d'un État Membre, 18 % de trois autres États Membres et le solde de 18 % des États Membres restants. Si les tendances récentes se confirment, les tribunaux devraient terminer l'année avec des soldes de trésorerie positifs. Cependant, la situation en fin d'année dépendra là encore de la ponctualité avec laquelle les États Membres s'acquitteront de l'intégralité de leurs obligations financières.

12. Rappelant que l'Assemblée générale a approuvé une enveloppe budgétaire globale de 1,9 milliard de dollars pour financer le plan-cadre d'équipement, la Secrétaire générale adjointe dit que 180 États Membres ont choisi de régler leur quote-part en plusieurs versements annuels, 12 autres ayant choisi de l'acquitter en une seule fois. Au 5 octobre 2011, les contributions versées s'élevaient à 1,8 milliard de dollars et les contributions exigibles non encore réglées à 88 millions. La Secrétaire générale adjointe remercie

les 124 États Membres qui ont réglé intégralement leur quote-part de financement du plan-cadre et engage vivement les autres à payer sans retard tout ce qu'ils doivent, afin que le plan-cadre puisse être exécuté selon le calendrier prévu.

13. En conclusion, la Secrétaire générale adjointe remercie tout particulièrement les 18 États Membres qui au 10 octobre 2011 avaient réglé en totalité leurs contributions exigibles. Les indicateurs financiers pour 2011 montrent des améliorations et les soldes de trésorerie devraient être positifs pour tous les fonds à la fin de l'année, mais cela dépendra en définitive des contributions versées au cours du dernier trimestre. La dette contractée à l'égard d'États Membres devrait être sensiblement plus faible qu'à la fin de 2010. Le montant des contributions non réglées a augmenté par rapport à l'année précédente, mais le nombre d'États Membres ayant versé leurs quotes-parts en totalité pour toutes les catégories budgétaires a progressé. Dans toutes les catégories également, sauf le maintien de la paix, la majeure partie des arriérés reste le fait d'un petit nombre de pays, même si la concentration a diminué ces dernières années.

14. Enfin, pour assurer la bonne santé financière de l'Organisation, il reste indispensable qu'en dépit des difficultés financières mondiales les États Membres versent leurs quotes-parts intégralement et dans les délais fixés.

La séance est levée à 10 h 30.